

30 JUNE 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRESIDENT.- Mesdames, et messieurs

- Je suis venu vous saluer, je n'ai pas l'intention, ni le temps, de faire comme on le dit une conférence de presse. Donc, nous ne brasserons pas tous les sujets. C'était pour moi un devoir de courtoisie que de venir rencontrer la presse, à l'issue d'un conseil européen auquel je participais pour la première fois. C'est d'ailleurs un usage que je trouve heureux, si quelques questions vous paraissent utiles, quelques-unes seulement, allant à l'essentiel j'y répondrai avec plaisir. Mais je vous le répète, nous n'allons pas reconstruire le monde ensemble, à cette heure-ci à Luxembourg. Donc je suis tout à fait disposé à m'entretenir avec vous, quelques moments, sur les problèmes que vous souhaiterez me poser. Voilà je vous écoute.

- QUESTION.- Monsieur le Président, pourriez-vous nous dire comment ont été accueillies vos idées économiques et sociales par vos partenaires européens ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas là pour révéler le contenu des conversations qui ne sont pas publiques. On en connaît le résultat par les communiqués ou les commentaires autorisés du Président du moment.

- Il est vrai, vous le savez et vous ne vous trompez pas, que j'ai insisté sur l'aspect social de la politique européenne, que je voudrais voir davantage pris en-compte, surtout à une époque où le chômage et l'inflation frappent en même temps l'ensemble de nos pays £ même si ce n'est pas dans la même mesure, tous nous en souffrons. Nous sommes à la veille d'une conférence dite "au sommet occidental" même si s'y trouve le Japon : la conférence d'Ottawa. Et j'ai insisté pour que, non seulement sur le problème des taux d'intérêts, non seulement sur les problèmes des relations entre les pays du Tiers-monde et les pays industrialisés `relations Nord-Sud`, non seulement sur les problèmes du système monétaire international, non seulement sur le problème de la filiale énergie, mais aussi sur-le-plan des politiques économiques et donc sociales, l'Europe pût parler, je ne dirai pas d'une même voix, mais avec une plus grande cohérence.

- J'espère avoir été pour une part entendu, ce n'est qu'un début, les progrès se feront à mesure que l'on discutera. Mais je souhaite très vivement que la communauté `CEE` aille dans ce sens.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pouvez-vous nous préciser vos positions sur la déclaration de Venise ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas participé à la conférence de Venise. La France a adopté cette résolution, quelle que soit l'idée que j'en ai, que j'ai d'ailleurs exprimée à l'époque, (j'appartenais à l'opposition `opposition politique` en France), la France s'est engagée.

- Le problème est de savoir si l'on discute du fond ou si l'on discute de la méthode. Et là je vous donne ma position. Si l'on discute du fond, alors je suis et j'ai toujours été d'accord sur la nécessité de proposer aux uns et aux autres, aux antagonistes, des solutions, des perspectives comparables. Israël a le droit d'exister, a le droit de disposer des moyens d'exister, a le droit d'obtenir des frontières sûres et reconnues. Bref, c'est une position constante de ma part, que vous connaissez bien. En regard, les Palestiniens ont le droit à disposer d'une patrie sur laquelle ils édifieront les structures de leur choix. Sur ce fond-là de la question, cela fait beau temps que je le dis et que je le répète. Les droits d'Israël, j'ai toujours insisté sur eux lorsque je me trouvais dans les pays arabes, les droits des Palestiniens, j'ai toujours insisté sur eux lorsque je me trouvais en Israël. Et la plus simple façon c'est d'avoir partout le même langage.

- Sur la méthode, vous savez que je suis l'un des rares hommes politiques français responsable d'un grand parti `PS`, à avoir approuvé la démarche `accord` de Camp David. J'ai toujours pensé que deux pays qui se faisaient la guerre, pouvaient aussi se faire la paix. Et comme la marche vers la paix est une marche lente, qui rencontre beaucoup d'obstacles, tout acquis pacifique me paraît bon, à condition d'aller plus loin. Je veux dire par là, que la finalité doit être le règlement global dans le Proche-Orient. Mais que la méthode doit tenir-compte du pas-à-pas. Voilà ma position. Je n'entends pas assurément

l'imposer, d'ailleurs comment le pourrais-je, à la totalité de mes partenaires. Et certaines orientations passées n'exprimaient peut-être pas exactement cette prise de position. Mais je tiens -compte de l'engagement de la France, et dans la mesure où je demande un peu plus de clarté, c'est sur-le-plan de la démarche et non pas sur-le-plan de l'objectif.\

QUESTION.- `Conflit israélo - arabe` Je voudrais vous demander, si vous le permettez, une précision, parce qu'il y a toujours une confusion entre le mot "patrie" et "Etat" pour les Palestiniens, dans votre optique de quoi s'agit-il exactement ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai répété cent fois, ça a été l'espèce de faux petit piège pendant la campagne présidentielle, où d'un coup il semblait que mon adversaire principal de ce temps-là `Valéry GISCARD D'ESTAING`, était hostile à l'Etat dont il n'avait jamais parlé, tandis que moi, j'aurais été partisan etc... C'était un renversement de situation qui était simplement pittoresque. Ce que je veux dire, c'est qu'à partir du moment où l'on reconnaît à un peuple le droit d'avoir une patrie, donc de disposer librement d'une terre, je ne vois pas comment on lui interdirait de bâtir les structures de son choix, y compris étatiques. C'est tout, c'est aussi simple que cela. Je l'ai répété partout, et je le répète encore, et j'ai intégré cette réflexion dans l'interview que j'ai donnée au "Washington Post" après l'agression de l'armée israélienne en Irak `bombardement de la centrale nucléaire de Tamuz`. Je n'éprouve aucun embarras à le dire. Etant bien entendu que, les Israéliens savent que j'ai une égale intransigeance pour que soit préservée leur sécurité.\

QUESTION.- Pourriez-vous nous dire comment les orientations de la France en-matière de politique économique et sociale ont été accueillies par vos interlocuteurs, notamment en ce qui concerne la réduction du temps de travail ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je ne voudrais pas, je vous rappelle que je ne suis pas chargé, moi, de faire cela, c'est le Président provisoire, temporaire selon la règle d'ailleurs, du Conseil `Conseil européen` pour six mois, qui a cette charge, ce n'est pas moi, et vraiment je ne voudrais pas organiser la confusion des genres, et je ne suis pas chargé du tout de vous donner le contenu de nos débats. Je me contenterai donc de vous renvoyer à vos auteurs, en vous disant que la France est, comment dirai-je, très en avant, sur-ce-plan, c'est, disons le pays qui a marqué le plus clairement pendant les récentes campagnes politiques sa volonté d'aménager et de réduire le temps de travail, pourquoi voulez-vous, d'ailleurs vous ne le voulez pas, que j'aie dans une instance internationale une position différente ? J'ai donc, bien entendu, mis l'accent sur cet aspect des choses. Alors je n'ai pas à vous dire, qui était pour, qui était contre, je peux vous dire simplement que ça ne se fera pas tout seul.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais savoir si la France -compte présenter des propositions sur la réforme du budget européen et la politique agricole commune ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons surtout, au lendemain de mon élection, avec M. Claude CHEYSSON `ministre des Relations extérieures`, estimé qu'il ne fallait pas reporter le sommet européen du 29 juin. Nous l'avons donc maintenu, même si mon arrivée à la Présidence de la République exigeait de mettre le nez dans les dossiers et d'avoir le temps de définir une politique. Nous avons précisément dans cet esprit demandé que le débat sur le mandat, c'est un débat budgétaire, soit, lui, reporté. Nous avons déjà tellement d'autres problèmes à traiter. Comme vous pouvez le constater en regardant la somme des résolutions, on a parlé de beaucoup de choses fort importantes, préparé Ottawa, parlé du Tiers-monde, parlé de nos politiques économiques et sociales, parlé du Proche et du Moyen-Orient, parlé du Cambodge, parlé du problème de la Namibie, parlé de l'Afghanistan, et la liste n'est pas close.

- Mais pour ce qui concerne le budget, nous pensons nous Français, qu'il ne serait pas sage d'aborder les discussions de détails où chacun s'arc-boute sur ses positions, ses avantages et sur ses intérêts, en perdant de vue la perspective générale. Un budget est l'expression d'une politique économique, et même d'une politique tout court. C'est donc pour reprendre cette distance, ce sens de la dimension que nous avons demandé ce report et nous comptons bien utiliser ce report de telle sorte que nous abordions cette discussion dans-le-cadre général d'une politique mieux définie.

- Je dois dire à cet égard, que nous n'étions pas seuls à penser de la sorte, et que nous nous sommes réjouis de l'initiative, qui n'est pas une initiative française, nous l'avons approuvée, tendant à ce que chaque pays représenté par une personnalité importante, agissant sous l'autorité directe du ministre des Relations extérieures pour chez nous, des Affaires étrangères pour les autres pays, sous l'autorité

des chefs de gouvernement, ou des chefs d'Etat, prépare d'une façon particulière cette ébauche budgétaire, et replace chaque élément dans son contexte et dans sa perspective. Ce groupe provisoire, (que je puis appeler, peut-être des sages), je ne sais pas quel nom ils auront, ils n'en ont pas pour l'instant, ce groupe de travail, en-tout-cas, qui se spécialisera, qui ne s'identifiera pas aux institutions et aux structures existantes dont la tâche n'est que temporaire, pourra se consacrer pleinement à cette préparation. Et quand nous aborderons la discussion budgétaire dans deux ou trois mois, alors nous serons en-mesure de débattre de chacun de nos problèmes -particuliers par-rapport à la perspective choisie. Voilà la méthode que nous avons préférée.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez d'évoquer les problèmes du Tiers-monde ? Est-ce que je peux vous poser la question de savoir, de quelle façon vous comptez affronter les problèmes Nord-Sud d'une-part, et les problèmes africains d'autre-part ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne veux pas rendre -compte d'une conférence dont je n'ai pas la charge, je peux vous donner ma position à moi, c'est tout. Je ne peux pas me situer par-rapport aux autres... Je répète, je dois respecter la façon dont nos travaux sont organisés. C'est la moindre des choses. Alors, que j'ai, en temps que responsable de la politique de la France, que notre ministre français des Relations extérieures ait, au-cours de ses récents voyages, mis l'accent sur la préparation du sommet d'Ottawa, au travers des relations entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-monde, c'est évident, puisque nous sommes nous, je ne dirai pas que c'est une unique pensée, mais c'est pour nous une pensée forte, assurés qu'il n'y a pas de solutions à la crise que connaît le monde occidental, industriel, si l'on ne définit pas autrement nos relations avec les centaines, les millions, les milliards d'êtres humains qui vivent dans les pays dont nous parlons.

- Ce qui suppose une approche différente du système monétaire international, d'ailleurs inexistant, ou bien trop simplifié jusqu'à la domination d'une monnaie `dollar`, une façon d'approcher la composition des institutions internationales, Banque mondiale, Fonds monétaire international `FMI` et si l'on ne veut pas réformer ces institutions, au moins en créer. Je pense particulièrement à la filiale énergie, en créer de nouvelles qui, dépendantes de la Banque mondiale, seront en mesure de répondre aux questions posées, le soutien des cours de la plupart des matières premières. Bref, établir un nouvel accord international, qui permette à la fois de répondre aux besoins fondamentaux des pays du Tiers-monde, quand ce ne serait que le problème de la faim, la misère, mais aussi dans l'intérêt bien compris des pays riches, qui ne reprendront leur élan que s'ils multiplient leurs échanges.

- On sait bien qu'au-sein de la Commission européenne `CEE` un certain travail a été fait, à-partir duquel, les accords de Lomé, des nouveaux échanges, de nouveaux types d'échanges se sont créés entre l'Europe et les pays d'Afrique. Partant d'une expérience de ce genre, on peut imaginer que l'on devrait au-niveau du sommet des Sept, aller dans cette direction en tenant -compte des éléments nouveaux qui sont en notre possession. Cela ne sera pas non plus très facile, car l'ordre des préoccupations n'est pas identique selon que l'on se trouve d'un côté ou d'un autre de l'Atlantique, mais une discussion c'est fait pour cela, c'est fait pour avancer, j'espère que nous avancerons. Maintenant, je ne voudrais pas qu'on aille beaucoup plus loin dans notre discussion, je vous répète, il ne faut pas qu'il y ait de confusion des rôles.\

QUESTION.- Monsieur le Président, a-t-il été question de la Pologne ?

- LE PRESIDENT.- On revient toujours aux memes choses. Oui, il a été question de la Pologne, quant au contenu de cette discussion j'en laisse le soin à monsieur le Président sortant du Conseil de la Communauté `CEE`.

-QUESTION.- Monsieur le Président, pouvez-vous nous dire si vous avez été satisfait, déçu de ce premier sommet européen auquel vous avez participé, et en particulier, pouvez-vous nous dire si vous avez le sentiment, comme on l'entend quelquefois, que l'Europe est une machine un peu bloquée ?

-LE PRESIDENT.- Satisfait, parce que j'ai fait la connaissance de responsables avec lesquels la France doit et veut vivre, le plus possible en harmonie, dans le cadre d'une communauté institutionnelle. En parlant, on peut toujours faire avancer les affaires, les choses. non pas déçu, puisque je le savais avant. Mais j'ai bien constaté que l'Europe devait prendre un nouvel élan, mais je ne suis pas seul à le penser.

-QUESTION.- Monsieur le Président, pouvez-vous nous dire d'une façon très globale et très générale, quelles sont les réflexions un peu philosophiques que vous retenez justement de t de ce premier conseil européen auquel vous avez assisté ?

-LE PRESIDENT.- Que l'Europe est plus que jamais nécessaire. Qu'il faut qu'elle élargisse ses vues, que c'est une vaste construction ambitieuse qui correspond exactement aux besoins de notre temps, que la France peut y jouer le rôle que l'histoire lui destine. Que cela ne doit autoriser quiconque à penser que la France ne serait pas en mesure et ne serait pas décidée à remplir le rôle qui est le sien sur tous les terrains où elle a son mot à dire, qui sont nombreux. Je pense que l'on peut harmoniser ces deux obligations. L'obligation de solidarité, la France est dans l'Europe et compte y participer pleinement, faire confiance, à cette démarche historique, et s'affirmer elle-même, ce que je me suis efforcé de faire tout le long de cette journée.

- Merci, je vais vous dire bon appétit. A bientôt, on se retrouvera dans une autre ville, le cas échéant dans celle-ci. Je m'excuse d'avoir à le dire, mais si Dieu le veut j'en ai pour "sept ans" et on a le temps de se répéter.\